

LA GRÈVE DES CONDUCTEURS DE TRAIN CONTINUE

Rail, la paralysie !

C'est le statu quo dans le bras de fer opposant les conducteurs de train à la direction générale de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF). Le mouvement de grève enclenché avant-hier s'est poursuivi pour la seconde journée, provoquant la paralysie totale de l'ensemble de l'activité ferroviaire tant au centre, à l'ouest et à l'est du pays.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Aucune avancée perceptible n'a été relevée dans les négociations engagées depuis hier, dans l'après-midi, entre les représentants de la Direction générale de la SNTF et le collectif des syndicalistes. L'implication des cadres syndicaux de la fédération des travailleurs des chemins n'a rien apporté de concret.

Cette dernière, affiliée à l'UGTA, n'a pas adhéré totalement au mouvement de grève arguant que le «débrayage n'a pas fait l'objet d'un préavis de grève». Toutefois, selon les

cadres syndicaux de la fédération des travailleurs des chemins, «la revendication des conducteurs a été prise en considération et un canal de communication a été établi entre les deux parties à même de trouver une issue à cette grève».

Pour rappel, les conducteurs de train ont entamé, ce dimanche, une grève à Alger et dans d'autres villes dont Oran et Constantine. Ces travailleurs revendiquent la «reclassification des mécaniciens» et une augmentation de la prime de rendement collectif, selon les tra-

vailleurs grévistes. Le directeur général de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF), Yacine Bendjaballah, a indiqué dans une déclaration à l'APS que les conducteurs de train avaient entamé un débrayage dans les wilayas de Constantine, d'Oran et d'Alger sans aucun préavis.

Selon lui, «les conducteurs grévistes n'ont même pas avisé la Fédération des travailleurs du secteur qui les représente et qui est habilitée à transmettre leurs revendications et leurs préoccupations», a-t-il indiqué, ajoutant que la Direction générale «est prête à dialoguer avec les grévistes dans un cadre légal, en vigueur, et à écouter leurs revendications».

Selon des sources de la Fédération, les grévistes réclament une augmentation de la prime de travail posté, l'indemnité



Photos : Samir Sid

Le mouvement de grève est à sa seconde journée.

sation des heures travaillées durant les weekends et les jours fériés, l'augmentation de la prime de travail de nuit et le reclassement.

Il est à noter que ce n'est pas la première fois que le secteur du transport ferroviaire traverse des

zones de turbulences. La dernière en date remonte à janvier dernier. Il n'en demeure que depuis hier, une véritable course contre la montre a été engagée par les différentes parties pour résoudre le problème.

A. B.

LICENCES D'IMPORTATION DE VÉHICULES

Les concessionnaires font grise mine

Les services du ministère du Commerce ont commencé à délivrer, hier après-midi, les licences d'importation des véhicules signées la veille par le ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb. Une partie des 40 concessionnaires autorisés ont retiré, hier après-midi, leurs licences, tandis que le reste des concessionnaires doivent le faire aujourd'hui.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - A la même occasion, les représentants des concessionnaires ont pris connaissance des quotas fixés à chacun d'eux.

Ainsi, on apprend de source sûre que le seul concessionnaire qui a bénéficié du quota le plus élevé de 15 000 unités et qui correspond au plafond d'importation fixé par le comité intersectoriel chargé de délivrer les licences d'importation des véhicules, est le constructeur français Renault. Les autres concessionnaires ont bénéficié de quotas variant entre 300 (primo-importateurs) et 11 000 véhicules à importer annuellement. L'opérateur Sovac Algérie, représentant officiel des marques du Groupe Volkswagen, a pu décrocher un quota de 11 000 unités an, suivi par Toyota qui a eu droit à 8 500 véhicules.

La marque au Lion, Peugeot, a bénéficié d'un quota de 7 000 unités tandis que la marque sud-coréenne Hyundai a eu droit à 7 000 voitures répartis sur ses deux représentants en Algérie, Hyundai Motor Algérie (HMA) dirigée par Omar Rebrab, et Hyundai Motor Algérie Cima (HMAC) représentée par Tahkout, qui ont bénéficié respectivement de 3 500 unités et 4 500 unités annuellement.

Quoi qu'il en soit, la déception se lisait bien sur les visages des représentants des concessionnaires dont les quotas qui leur



Photos : Samir Sid

15 000 véhicules à importer pour chaque concessionnaire.

sont alloués ne représentent désormais plus qu'un 1/10^e des importations des années précédentes. A tel point que des concessionnaires affirment que les nouveaux quotas vont être épuisés en à peine un mois. Avec de tels volumes, les concessionnaires vont certainement préparer des plans sociaux qui porteront, entre autres, des com-

pressions d'effectifs. De leur côté, les pouvoirs publics ont certainement de bonnes raisons de fixer des quotas, en affichant clairement que le but est de réduire les importations tant en quantités qu'en valeur. Ainsi, pour cette année 2016, le gouvernement a décidé de plafonner la valeur des importations de véhicules à un milliard de dollars correspondant

à 55 000 unités. Dimanche, le directeur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, Saïd Djellab, invité de la Chaîne 3, a annoncé que le ministre du Commerce a signé dimanche les licences qui devaient par conséquent être, dès hier, sur les bureaux des Directions de wilaya de commerce et les concessionnaires pouvaient les retirer.

«Toutes les licences seront signées aujourd'hui (dimanche, Ndlr) par le ministre du Commerce et à partir de demain (hier lundi, Ndlr) les concessionnaires bénéficiaires peuvent récupérer leurs licences au niveau des Directions du commerce de wilaya», a lancé Saïd Djellab.

Pour rappel, le comité intersectoriel chargé de délivrer les licences d'importation des véhicules, dont les travaux ont pris fin samedi tard dans la soirée, a fixé

un plafond de 15 000 véhicules à importer par chaque concessionnaire. Sur les 80 demandes de concessionnaires, une liste d'une quarantaine d'opérateurs agréés a été retenue et dont l'importation des véhicules est soumise à des licences, a indiqué Saïd Djellab. Chaque bénéficiaire de licence doit obligatoirement respecter et la quantité fixée et la valeur plafond ainsi que les marques mentionnées dans l'agrément, a-t-il ajouté.

Il est à rappeler que les licences concernent les véhicules touristiques, les véhicules de transport de personnes et les véhicules de transport de marchandises et qu'elles courent jusqu'au mois de novembre.

Les engins de travaux publics et les entreprises de réalisation qui importent pour leur propre exploitation ne sont pas concernés par le système des licences.

Y. D.

FORUM ARABO-AFRICAÎN POUR L'INVESTISSEMENT

Des discours protocolaires dépourvus d'objectifs concrets

Organisé par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) à Alger, le forum de l'investissement du tourisme, de l'agriculture et du commerce prend fin aujourd'hui. Une rencontre qui a, visiblement, eu plus d'écho que d'impact.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - A l'heure où la crise énergétique prend des tendances baissières durables, investir les secteurs du tourisme, de l'agriculture et du commerce, hors hydrocarbures, n'a jamais été aussi stratégique qu'urgent pour l'Algérie. Inauguré avant-hier, le forum a réuni plusieurs responsables arabo-africains venus d'Iran, Jordanie, Emirats Arabes Unis, Turquie, Libye, Côte d'Ivoire, entre autres. Cette première journée a été marquée par

une forte désorganisation et chamboulement des plannings. A défaut d'objectifs concrets, ce sont des discours protocolaires, vagues et généralistes que se sont échangés les participants.

Toutefois, délibérément ou pas, les allocutions des différents responsables et représentants ont bien fait état de la crise économique qui sillonne le monde arabo-africain ces quelques dernières années particulièrement. Effectivement, si l'objet supposé du forum était le partage des

expériences respectives et la mise en commun des techniques et savoir-faire dans les domaines du tourisme, agriculture et commerce, il n'en demeure pas moins que les discours énoncés appelaient, chacun de son côté, aux IDE (Investissements directs étrangers).

En faisant l'éloge de leurs climats d'affaires respectifs, les participants et le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul, en ont décrit des conditions et un environnement d'investissement idéaux pour les affaires.

Quant aux possibilités de coopérations bilatérales ou multi-

latérales, elles n'ont fait l'objet que de très brèves interventions. La Turquie, notamment, en parlant de textile.

Cela étant dit, l'absence de toute vision commune et l'indétermination d'objectifs clairs et concrets rendent toute rencontre politico-économique entre ces nations caduque et sans impact. Surtout qu'il est question d'un réel déni des véritables problématiques auxquelles elles doivent faire face et qui s'accroît avec une économie mondiale entrée dans une phase de stagnation qui devient son état «normal» et s'apparente de plus en plus à une récession durable.

N. B.